



Guide Pratique et Commenté du Droit et des Métiers de la Sécurité Privée

CHRISTIAN BELHACHE

8ÈME ÉDITION - 2015

Contient les dernières mises à jour en matière de
réglementation des métiers de la sécurité privée
au 31/12/2014

SECUDOC
snes
DITIONS



Tous droits et copie réservés - © SNES

Guide Pratique et Commenté du Droit et des Métiers de la Sécurité Privée

CHRISTIAN BELHACHE

8ÈME ÉDITION - 2015

ACTUALISÉE AU 31/12/2014

En raison de la protection accordée aux droits sur la propriété intellectuelle nul ne peut, sans accord de l'auteur, retrancher, extraire, ajouter, s'approprier, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie du présent ouvrage.

Préface

JEAN-PIERRE TRIPET
PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL
DES ENTREPRISES DE SÉCURITÉ



Introduction générale

CHRISTIAN BELHACHE,
MAGISTRAT, AUTEUR





La nécessité d'une vraie coopération public-privé pour atteindre une sécurité générale de proximité performante, tel est le nouvel enjeu historique.

Avant, aux origines les plus lointaines, il y avait la sécurité... privée ! Très privée. Trop privée ! Ensuite, est progressivement venue au fil des siècles, la sécurité publique, garantissant enfin à tous par la Constitution, le droit à cette protection individuelle, fondement même de la civilisation et de la République.

Et maintenant, vient le temps de la coordination des sécurités pour garantir une maximalisation des moyens alloués à la sécurité générale dans un contexte sécuritaire qui s'est, semble-t-il durablement tendu.

Dans la courte histoire de la sécurité privée française que notre ami auteur Christian Belhache vient d'ajouter à ses nombreux travaux sur le secteur, on perçoit clairement les importantes mutations qu'a connues ces dernières années le métier. On y rencontre les quelques personnages clés qui ont contribué à façonner la sécurité privée d'aujourd'hui, toujours en pleine évolution.

C'est un très précieux travail qui nous est pour la première fois permis de découvrir de manière aussi synthétique et exhaustive. Et c'est essentiel afin de permettre à tous de savoir d'où on vient pour mieux s'orienter pour l'avenir.

Il n'y a pas d'aventure humaine sans racine et sans histoire. La voilà cette histoire du métier qu'il est indispensable à tous les publics et acteurs concernés de connaître. C'est pourquoi le SNES, acteur central de cette histoire depuis 1992, ne pouvait que promouvoir et engager l'édition d'un tel ouvrage dans le cadre de sa collection «SécuDocSnes».

Car au-delà des hommes, il y a les organisations au sein desquelles ils ont œuvré. Des institutions qu'ils ont parfois même contribué à créer, qui ont joué un rôle moteur dans le métier ces 30 dernières années.

Et force est de reconnaître que, sans chauvinisme déplacé, le SNES a été l'un de ces rares moteurs. Avec une pérennité inégalée, il a vu se joindre à ses côtés d'autres acteurs et a su, en toutes circonstances, prendre ses responsabilités avec pour seule ligne : l'unité et l'intérêt général.

Christian Belhache raconte à sa manière, avec son regard, ces aventures, ces combats, ces challenges, ces luttes parfois fratricides mais jamais définitives. Grands et petits moments d'une histoire en marche que rien, ni même la volonté d'un état historiquement centralisateur et régalien n'a pu jusqu'ici arrêter.

On lira aussi entre les lignes de cet ouvrage, combien l'image déformée qu'a parfois encore le secteur malgré tous les progrès engagés, tient beaucoup à des préjugés culturels colbertistes typiquement franco-français qui n'ont pas droit de cité au-delà de nos frontières.

Certes l'Etat qui seul a la légitimité souveraine en matière de sécurité, continuera longtemps encore en France à minimiser peu ou prou le rôle du privé tout en continuant mezza voce à faciliter les interventions de ce dernier, devenues absolument indispensables et complémentaires aux forces de sécurité publique. Que l'Etat ne concède rien sur le contrôle du métier, quoi de plus légitime ? Et jamais le privé n'a eu à redire là-dessus. Ces pages le racontent fort bien.

Vers une sécurité privée de proximité terrain

Le privé en a longtemps voulu à l'Etat de négliger sa mission régaliennne de contrôle des opérateurs et acteurs privés. Les choses ont enfin, il était plus que temps, changé ces dernières années, notamment avec la création de la DISP, celle du CNAPS bien sûr puis celle de la très bien nommée « Délégitation aux Coopérations de Sécurité » qui a succédé à la DISP.

L'enjeu historique qui se présente à tous aujourd'hui est bien celui en effet de la coopération des forces de sécurité publiques et privées. Seule une véritable mise en œuvre sur le terrain en toute proximité de synergies publiques - privées, nous permettra, je le pense profondément, de hisser le niveau de sécurité générale mis à mal par une nouvelle donne sécuritaire nationale et internationale.

Aujourd'hui, ce livre l'illustre fort bien, la donne a considérablement changé. L'histoire est en marche et pas prête de s'arrêter. Elle est économique et concurrentielle, nationale et internationale. Et ce n'est pas au SNES, fondateur de la COESS, Confédération Européenne de nos métiers qu'il est besoin de le rappeler !

Mais le défi du moment est de mon point de vue celui d'une sécurité générale de proximité où le privé peut et doit apporter tout son professionnalisme et son pragmatisme terrain pour qu'une vraie culture du résultat s'épanouisse.

Il n'y a pas plus républicain que la continuité sur tout le territoire national et Outre-Mer de ce premier devoir constitutionnel qui est d'assurer la sécurité de l'Etat et de ses concitoyens partout et en tout lieu.

Et bien ma conviction est que cela passe nécessairement par la pérennité et la consolidation d'un secteur dense et performant de TPE et PME françaises, oeuvrant comme autant de « commissariats de proximité privés ». Entre guillemets bien sûr ! Mais pour ce faire, la sécurité privée doit être beaucoup plus en phase avec les forces publique qu'aujourd'hui tout en demeurant encadrée dans les strictes limites législatives qui sont les siennes. Coordination, coopération, coproduction, convergence même : peu importe les mots, ce sont les résultats qui comptent.

Cette histoire d'aujourd'hui et de demain reste encore à raconter et je suis certain qu'avec son talent, Christian Belhache s'y attellera en temps utile.

Dans cette attente, il est indispensable de lire cet ouvrage qui doit être dans toutes les bibliothèques de l'honnête homme de sécurité privée d'aujourd'hui et de demain.

Bonne lecture et encore merci à l'auteur.

JEAN-PIERRE TRIPET,
PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL DES ENTREPRISES DE SÉCURITÉ,
JUILLET 2015





Métamorphose

L'intégration de la sécurité privée au sein de la Nation en qualité de troisième force contribuant au maintien de la paix républicaine ne pouvait, tôt ou tard, que la conduire à son enracinement dans deux principes complémentaires et incontournables: professionnalisation et moralisation.

Surveiller et protéger les biens et les personnes se révèlent être des activités aussi vieilles que le monde, cependant, malgré de louables efforts et bien que leurs racines soient anciennes, les professions n'ont pas encore rencontré la patine de l'histoire ni été recouvertes du vernis des traditions qui parent ordinairement les grandes fonctions. Pourtant elles ont toutes, avec un dynamisme peu ordinaire, parcouru un bon bout du chemin.

Durant ces dernières décennies, les entreprises mais aussi les hommes et les femmes qui concentrent et animent les activités de sécurité privée, ont irrésistiblement été façonnés par les événements qui émaillèrent notre pays. Tous connurent diverses fortunes. Montrées du doigt, suspectées, menacées de disparition, les branches, emmenées par des représentants éclairés sont parvenues à relever le front et, conjurant les difficultés, à faire émerger des métiers désormais reconnus et appréciés. Sortis des ténèbres, ils sont donc entrés dans la lumière.

Comment cette métamorphose s'est-elle effectuée ? Comment les professions se sont-elles rendues indispensables ? Pourquoi, aujourd'hui, sont-elles même incontournables ?

Une partie de la réponse à ses interrogations n'est nimbée d'aucun mystère. C'est parce que les professions poursuivent en même temps les deux objectifs essentiels qu'il convenait d'atteindre dans un contexte de suspicion avéré et économique parfois difficile, celui de la formation et celui de la moralisation. Si l'objectif d'une bonne et complète formation commence à porter ses premiers fruits, il n'est cependant pas encore atteint. Pourtant, pas à pas il avance et lui aussi poursuit son chemin.

Quant à la moralisation, avec son démembrement la déontologie, ensemble des devoirs qu'impose l'exercice de leur métier à des professionnels, socle indispensable à la reconnaissance par l'Etat et la population restée plus attentive qu'il n'y paraît, les jalons de l'épanouissement de cette vertu, de belle façon, ont été posés. Le code de déontologie prévient et le CNAPS veille.

La mécanique à moraliser est en place, ne reste plus qu'à la faire fonctionner.

Que les acteurs sérieux et honorables, qui sont parvenus à obtenir ce qu'ils souhaitaient, se rassurent. L'Etat, qui a mesuré les enjeux, a maintenant "pris les choses en main". Il ne pourra plus faire marche arrière. Certes, le pas des entreprises et le sien n'ont pas la même allure, le premier est réactif, le second mesuré mais, ce qui importe, c'est que maintenant les deux cheminent l'un à côté de l'autre.

Désormais le cap est clairement fixé, il est rappelé à l'article 4 du code de déontologie:

« Dans le cadre de leurs fonctions, les acteurs de la sécurité privée respectent strictement la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la Constitution et les principes constitutionnels, l'ensemble des lois et règlements en vigueur, notamment le code de la route et la législation professionnelle et sociale qui leur est applicable ».

C'est à cette finalité que "Droit et Métiers de la sécurité privée" invite celles et ceux qui ne connaissent que le seul chemin qui mérite être suivi, celui de l'honneur et des vertus qui le balisent.

CHRISTIAN BELHACHE,
MAGISTRAT, AUTEUR

Introduction

Un vrai statut

Le législateur, par la loi du 12 juillet 1983 maintes fois modifiée, a tenté d'organiser la profession et de moraliser un secteur d'activité sujet à critiques, pas toujours justifiées et suspecté de receler, parfois, des personnages indésirables jetant un discrédit sur un métier qui peut prétendre à autre chose que l'opprobre dont on l'accable injustement.

Parce que la profession a été réglementée, le législateur, par la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 par suite modifiée, l'a élevée au rang de partenaire des forces de police et de gendarmerie lui concédant, du même coup, une place devenue incontournable au sein de la nation, situation qu'il lui faut cependant consolider par un savoir-faire capable de la mettre à l'abri de toutes critiques.

Avec cette promotion, les pouvoirs publics trop longtemps restés distants avec la sécurité privée ont, à l'aube du nouveau siècle, enfin pris la mesure de son intérêt et, de concert avec les représentants de la profession, ont alors entrepris d'assurer la mise en perspective des deux critères fondamentaux devant assurer la pérennité de la profession: la moralisation et le professionnalisme. En même temps, un effort important a été fait pour organiser et structurer la sécurité privée.

L'époque où la qualité de l'agent de sécurité se mesurait à la taille et au volume de ses biceps est révolue. La société du muscle et de la force a cédé le pas à celle de la réflexion et de l'intelligence. Persister à ignorer cette évolution c'est reculer, donc périr.

Aujourd'hui, nul ne peut exercer une profession sans la connaître et moins encore sans respecter scrupuleusement, les libertés et droits édictés par nos principes généraux constitutionnels, l'arsenal des dispositions qui les peaufinent et dont l'application font la qualité d'un service, la grandeur des hommes qui le servent et honore la nation qui l'héberge. Par suite, comment bien exercer une profession de sécurité sans aucune formation ? Cette prise de conscience a donné naissance à une qualification minimale, à une dynastie de diplômés qualifiant leurs bénéficiaires et, avec, la corporation tout entière.

La moralisation des professions, malgré la tenace perversité d'hommes peu scrupuleux, est en cours. A cet effet, dans une Europe qui se modèle, se pétrit et apporte chaque jour son lot d'exigences ainsi que ses besoins de cohérence et d'harmonisation, divers mécanismes et dispositions ont enfin été institués donnant à la profession et aux pouvoirs publics les moyens de leurs ambitions.

A côté, les activités des agences de recherches privées, démembrément émancipé des sociétés de gardiennage d'antan, ont procédé à une profitable toilette.

Désormais, la sécurité "en général", dans ses composantes principales, dispose donc d'un "statut". Dès lors, puisque tous les éléments du puzzle sont en place, ne reste plus qu'à les rassembler et à jeter les pièces qui ne s'intègrent pas dans la construction.

CHRISTIAN BELHACHE,
MAGISTRAT, AUTEUR

Table des matières

TITRE I

RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS

CHAPITRE 1

DE LA NUIT DES TEMPS AUX TEMPS MODERNES

SECTION 1

Le Moyen-âge de la sécurité privée

- 1 Un métier à l'épreuve du temps p.34
- 2 Risques et déviances officielles p.35
- 3 L'anarchie et le relèvement p.37
- 4 L'apport de la socialisation des nations à l'anarchie p.38
- 5 Ordre privé et entreprises avant la loi du 12 juillet 1983 p.39

SECTION 2

L'aube législative

et réaction des élites

- 1 La loi de circonstances du 12 juillet 1983 p.39
- 2 Décrets et pression des événements p.41
- 3 Assouplissement de l'Etat, insatisfaction et bonnes résolutions p.41

SECTION 3

«L'air» des réformes

- 1 Le bouillonnement des idées p.43
- 2 Reconnaissance et persistance des errements p.44
- 3 Nouveau projet et volonté refreinée p.45
- 4 Coup de tonnerre et loi du 15 novembre 2001 p.47
- 5 Le grand air des urnes p.48

SECTION 4

Du passage de la fatalité

à une cause nationale

- 1 Droit à la sûreté et risques pour la République p.49
- 2 Le nouveau livre blanc p.51
- 3 Avènement et apports de la loi du 18 mars 2003 p.52
- 4 Aboutissement intermédiaire, la loi du 5 mars 2007 p.53
- 5 Loi du 14 mars 2011, parachèvement ou début d'une ère nouvelle ? p.54

SECTION 5

Vers un nouveau souffle réformateur

- 1 Une persistante volonté réformatrice retardée p.55
- 2 Considérations professionnelles et visées ministérielles p.57

- 3 Le moment des déceptions contenues p.57
- 4 Les réserves du CNAPS p.58
- 5 Espoir déçu ou changement de cap ? p.59
- 6 Avènement de la loi du 1er juillet 2014 p.59

SECTION 6

Les dérives du passé

sont-elles encore présentes ?

- 1 L'Etat a-t-il été trop loin? p.60
- 2 Le risque milicien est-il encore possible ? p.61
- 3 L'espérance p.61

SECTION 7

Européanisation de la sécurité privée

- 1 Quelle finalité pour la sécurité en Europe ? p.62
- 2 Approche comparative des législations p.63
- 3 Le chantier de l'eupéanisation des législations p.64
- 4 Mondialisation et révolte des petits p.65

TITRE I

RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS

CHAPITRE 2

LE LONG CHEMIN VERS LA MORALISATION

SECTION 1

La volonté moralisatrice

- 1 La fin de la politique du dos rond
- 2 Contribution des acteurs sociaux à la moralisation
- 3 Avènement des chartes professionnelles
- 4 Les normes NF
- 5 Les autres normes de référence
- 6 Promotion d'un cautionnement ?

SECTION 2

Les moyens de la moralisation

- 1 Contrôle des autorités
- 2 Les contrôles pour le compte du CNAPS
- 3 Quid du refus de visite aux policiers ?
- 4 Compte-rendu de visite et rapports
- 5 Compte-rendu, rapports et procureur
- 6 Coup de frein à une moralisation annoncée
- 7 Moralisation par la carte professionnelle

SECTION 3

Actions judiciaires

- 1 Moralisation judiciaire pénale générale
- 2 Moralisation par les peines complémentaires
- 3 Fermeture par le juge d'instruction
- 4 Moralisation par les instances civiles et commerciales
- 5 La moralisation disciplinaire et déontologique

SECTION 4

P.66 L'aboutissement : le code de déontologie p.83

- 1 L'incontournable vertu déontologique p.83
- 2 Le non aboutissement d'un "code maison" p.84
- 3 Un code de déontologie peut avoir plusieurs origines créatrices p.84
- 4 Le cheminement vers un authentique code de déontologie p.85
- 5 Le code de déontologie de la sécurité privée p.86
- 6 Considérations sur le code de déontologie p.92
- 7 Les perspectives p.93

p.73

p.73

p.74

p.75

p.75

p.77

p.77

p.78

SECTION 5

Pour la création d'un code de la sécurité privée p.93

- 1 Le chemin parcouru p.94
- 2 Une avancée significative mais insuffisante p.94
- 3 L'intérêt simplificateur d'une codification p.94

SECTION 6

Le temps des délégués

p.95

- 1 L'avènement du délégué interministériel à la sécurité privée p.96
- 2 Rôle et moyens de l'éphémère délégué p.96
- 3 Le bilan du délégué p.97
- 4 Le délégué aux coopérations de sécurité p.98
- 5 La délégation ministérielle aux industries de sécurité p.98

TITRE I**RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS****CHAPITRE 3****LE CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ****SECTION 1****Une structure moralisatrice**

- 1 Attente récompensée ou imposée ?
- 2 Une bien curieuse institution
- 3 Le collège
- 4 Le Président et le vice-président du Collège
- 5 L'étendue des délibérations
- 6 Comment délibère le collège ?
- 7 Le Directeur
- 8 Les agents
- 9 Secret professionnel, personnels et personnalités

SECTION 2**Les commissions du CNAPS**

- 1 La commission nationale d'agrément et de contrôle
- 2 Les commissions régionales et interrégionales

SECTION 3**Dispositions et attributions communes aux structures**

- 1 Dispositions relatives aux nominations
- 2 Des attributions multifformes
- 3 Rôle d'assistance

SECTION 4**Le financement de l'institution**

- 1 L'organisation financière du CNAPS
- 2 Un débat, pour, ou pas payer
- 3 Le syndrome du casse-tête chinois

SECTION 5**Le contrôle des entreprises**

- 1 Le droit de contrôle p.116
- 2 Les formes des contrôles p.117
- 3 Contrôles et pratiques p.117
- 4 La charte de contrôle p.118
- 5 Agents et police judiciaire p.119
- 6 Les premiers bilans p.119

SECTION 6**P.100 Discipline des entreprises p.120**

- p.100 1 Le droit de prononcer des sanctions p.121
- p.101 2 Qui peut activer le processus disciplinaire ? p.121
- p.102 3 La procédure p.122
- p.103 4 Le droit de recours p.123
- p.104 5 Les conséquences des faits disciplinaires p.124

SECTION 7**p.106 Les personnes soumises au regard du CNAPS p.124**

- p.106 1 Clarification et identification législative p.125
- p.106 2 Les services internes p.126
- p.107 3 Approche récapitulative p.126
- p.107 4 Les personnes exclues p.126
- p.109 5 L'art d'entretenir les ambiguïtés p.127
- p.109 6 Les interrogations p.128

SECTION 8**p.111 Renforcement de l'Etat****ou privatisation de la sécurité ? p.129**

- p.111 1 Vers une dérive de la puissance étatique ? p.129
- p.111 2 Le renforcement du contrôle de l'Etat p.130
- p.112 3 Vers de nouveaux objectifs pour le CNAPS ? p.130
- p.112 4 Des observatoires pour un regard citoyen p.131

p.113

- p.113
- p.114
- p.115

p.116

- p.116
- p.117
- p.117
- p.118
- p.119
- p.119

TITRE I

RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS

CHAPITRE 4

POSITIONNEMENT DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE

SECTION 1

Représentativité

- 1 Les domaines de la sécurité privée
- 2 Approche des volatiles données
- 3 Evolutions approximatives et comparaisons incertaines

SECTION 2

Des activités variées

- 1 Une nébuleuse mal maîtrisée
- 2 Organisation des métiers

SECTION 3

L'agent de sécurité, qui est-il ?

- 1 L'agent de sécurité n'est pas policier
- 2 Qui sont les hommes et les femmes de la sécurité privée ?
- 3 Dans la nation, que fait l'APS
- 4 Ce que n'est pas et ne fait pas l'APS
- 5 Recrutement et qualités foncières

SECTION 4

EMPLOI DES PERSONNELS

- 1 L'employeur
- 2 L'emploi légal
- 3 L'astreinte
- 4 Site et opérations
- 5 Reprise des personnels
- 6 Les conséquences de la soumission au droit du travail
- 7 Le travail illégal

p.133 SECTION 5

Tenues et uniformes

- p.133 1 APS, tenue ou uniforme ?
- p.134 2 Craintes et recherche d'identification
- p.135 3 La tenue, outil de travail
- 4 Port ou non de la tenue ?
- 5 Règles générales et sanctions attachées aux uniformes et tenues

p.136

p.136

p.137

SECTION 6

Evolution sociale

- 1 Evolution syndicale patronale
- 2 Evolution et valorisation sociale
- 3 Protection des APS contre les agressions

p.138

p.138

p.138

p.139

p.139

p.139

p.140

p.141

p.142

p.142

p.143

p.144

p.144

p.145

p.145

p.147

p.147

p.148

p.149

p.149

p.150

p.150

p.152

p.152

p.153

p.155

TITRE I**RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS****CHAPITRE 5****CRÉATION ET SÉSAMES****SECTION 1****Entreprises et loi créatrice**

- 1 Contrôle de l'Etat sur les entreprises en général
- 2 Les interdictions d'exercer
- 3 Créer une entreprise

SECTION 2**L'autorisation administrative**

- 1 Régime général des autorisations
- 2 Les innovations relatives aux autorisations
- 3 La demande, ou le dossier
- 4 Portée et forme de l'autorisation
- 5 Retrait et suspension
- 6 Retrait et mise en demeure
- 7 Le retrait «sec»
- 8 La procédure «accessoire» de suspension
- 9 Urgence, ordre public et caducité
- 10 Autorisation et travail temporaire

SECTION 3**Les agréments**

- 1 Principes généraux
- 2 L'agrément pour diriger
- 3 La demande
- 4 Retrait de l'agrément
- 5 Les agréments spécifiques
- 6 Vers une généralisation rampante de l'agrément ?

SECTION 4**Identification des entreprises**

- | | | |
|--------------|--------------------------------------|--------------|
| p.156 | 1 Dénomination | p.172 |
| p.156 | 2 Impérieuse obligation de publicité | p.172 |
| p.159 | et stricte interdiction publicitaire | p.172 |
| | 3 Exception aux règles de publicité | p.173 |

p.159 SECTION 5**L'obligation d'assurance**

- | | | |
|-------|---|--------------|
| p.160 | 1 Fin d'une situation abusive | p.174 |
| p.161 | 2 Les personnes concernées par | p.174 |
| p.163 | l'assurance et vérifications | p.175 |
| p.163 | 3 L'assurance minimale et clauses d'exclusion | p.176 |
| p.164 | 4 Professionnalisme, assurance et déontologie | p.177 |
| p.165 | | |
| p.165 | | |
| p.166 | | |
| p.167 | | |

p.168

- p.168
- p.168
- p.169
- p.170
- p.170
- p.171

TITRE I

RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS

CHAPITRE 6

CARTE PROFESSIONNELLE ET AUTORISATIONS

SECTION 1

Une référence ancienne utilement renouvelée

- 1 Une carte professionnelle pour tous
- 2 Les domaines des cartes
- 3 Qui doit demander la carte ?
- 4 Que doit contenir la demande de carte professionnelle ?
- 5 Vérifications de recevabilité des demandes
- 6 Délivrance des cartes et autorisations
- 7 Carte provisoire et protection des navires

SECTION 2

L'autorisation préalable ou provisoire

- 1 Le domaine commun des autorisations
- 2 Le contenu des demandes
- 3 Délivrance des autorisations
- 4 Formation, cas particuliers

p.178

p.178

p.179

p.179

p.180

p.180

p.183

p.183

p.184

p.184

p.185

p.186

p.186

SECTION 3

L'entrée en scène de l'employeur

- 1 Carte plus carte
- 2 Carte dématérialisée et vérifications
- 3 Les indications de la carte professionnelle
- 4 Carte et sanctions
- 5 Présentation de la carte
- 6 Perte de la carte
- 7 Retrait de la carte
- 8 Contrat de travail et retrait de la carte professionnelle
- 9 Renouvellement de la carte professionnelle

p.187

p.187

p.188

p.190

p.190

p.191

p.192

p.192

p.193

p.193

p.194

TITRE I**RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS****CHAPITRE 7****LIMITES AU DROIT D'EXERCER****SECTION 1****Maintien de l'ordre,
activités de police et entreprises**

- 1 Inquiétude et pragmatisme
- 2 Maintien de l'ordre et confusion
- 3 Réquisition

SECTION 2**Les intrusions illégitimes**

- 1 Conflits du travail
- 2 Surveillance de l'opinion des personnes
- 3 Fichiers et exploitation

SECTION 3**Les ambiguïtés**

- 1 Cumul d'activités
- 2 Sécurité des personnes
- 3 Exercice et armement

SECTION 4**Confinement géographique,
mythe ou réalité ?**

- 1 Qu'est-ce que la voie publique ?
- 2 Le domaine public n'est pas une voie publique
- 3 Lieux et bâtiments, l'incertitude
- 4 Transport de fonds et accès à la voie publique
- 5 Protection physique des personnes et voie publique
- 6 Voie publique et surveillance à distance
- 7 Accès exceptionnel à la voie publique
- 8 Voie publique et exécution d'obligations citoyennes
- 9 Faut-il étendre l'accès à la voie publique ?

SECTION 5**Collaboration citoyenne****p.209**

- p.195** 1 A chaque instant les entreprises privées de sécurité sont dans la Nation p.209
- p.195 2 L'incontournable collaboration p.210
- p.197 3 Témoigner : une impérieuse obligation p.211
- 4 Collaboration contrainte p.212
- 5 Partage ou co-production de sécurité ? p.213
- p.197** 6 Hiérarchisation des tâches ou des fonctions ? p.214
- p.198 7 Transfert d'activités p.215
- p.198 8 L'assermentation des agents de sécurité
- p.199 serait-elle profitable ? p.215

SECTION 6**La collaboration écartée****p.216**

- p.200** 1 Non-participation de la sécurité privée p.217
- p.201 à la politique sécuritaire
- p.202 2 Pour une collaboration reconnue et constructive p.218
- 3 L'étroit sentier vers une petite collaboration p.219

p.203

- p.203
- p.204
- p.204
- p.205
- p.205
- p.206
- p.206
- p.207
- p.208

TITRE I

RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS

CHAPITRE 8

CONTRATS ET RESPONSABILITÉS

SECTION 1

Les préliminaires avant de contracter

- 1 Choix de l'entreprise et suivi de sa prestation
- 2 Prix de la moralité et «délit d'innocence»
- 3 Marchés publics et œil du cyclone
- 4 Engagements déontologiques des professions
- 5 Le cahier des charges

SECTION 2

Le contrat, loi des parties

- 1 Elaboration du contrat
- 2 Le contenu du contrat
- 3 La prohibition des clauses abusives
- 4 Les clauses d'exclusion
- 5 Paiement du prix convenu et imputation des frais

SECTION 3

La responsabilité contractuelle

- 1 Le fondement de cette responsabilité
- 2 Obligations de conseil et de renseignement
- 3 L'obligation de moyen
- 4 L'obligation de résultat
- 5 L'obligation de prudence et de diligences
- 6 Les obligations induites
- 7 Responsabilité contractuelle et faute de l'agent

SECTION 4

La responsabilité quasi-délictuelle de l'employeur

- 1 Responsabilité quasi-délictuelle pour faute
- 2 Responsabilité du fait des choses ou des personnes dont on doit répondre
- 3 La faute détachable des fonctions d'employeur
- 4 Responsabilité de l'employeur du fait du préposé
- 5 Mise en œuvre de la responsabilité des services de sécurité dépendants et des sous-traitants

SECTION 5

Fautes et responsabilité pénale

- p.220 1 La responsabilité pénale, affaire de toutes les personnes
- p.221 2 Délégation de pouvoir et protection pénale
- p.222 3 La limitation de la responsabilité des personnes physiques par la causalité
- p.224 4 Faute pénale et conséquences

SECTION 6

Responsabilité des acteurs sociaux entre eux

- p.225 1 Responsabilité disciplinaire
- p.226 2 Fautes «vénielles» et fautes détachables du travail
- p.227 3 La faute inexcusable ou intentionnelle de l'employeur
- p.228
- p.228

TITRE I

RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS

CHAPITRE 9

L'INCONTOURNABLE FORMATION

SECTION 1

L'arlésienne s'est-elle enfin dévoilée ? p.246

- 1 Les enjeux et les besoins p.246
- 2 Le souffle européen p.248
- 3 Les investissements de la profession p.248
- 4 Prise de conscience et envol salutaire p.250
- 5 Un constat pour des propositions utiles p.250
- 6 L'aptitude préalable est-elle suffisante ? p.252
- 7 Les profits d'une avancée p.253
- 8 Emergence de hauts diplômés p.253
- 9 Apport de l'Institut National des Hautes Etudes
de Sécurité Intérieure à la formation p.254
- 10 Pour une grande école professionnelle p.254

SECTION 2

L'aptitude professionnelle p.254

- 1 Considérations partagées p.254
- 2 Formation préalable, qui est concerné ? p.255
- 3 Aptitude commune aux dirigeants et salariés p.257
- 4 Aptitude propre aux dirigeants p.258
- 5 Contenu de la formation "dirigeant" p.258
- 6 Aptitude des salariés p.265
- 7 Contenu de la formation "employé" p.266
- 8 Considérations sur les CQP employés p.279
- 9 Demande d'agrément des CQP p.280
- 10 Aptitude spécifique, policiers,
gendarmes et autres militaires p.281
- 11 Aptitude occasionnelle p.283
- 12 Pour éviter le "gogotage" la formation doit être
prise en main par les professions p.284
- 13 Formation et aides p.285
- 14 Vers un cursus commun de formation ? p.285

TITRE I**RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS****CHAPITRE 10****FORMATION FONCIÈRE****SECTION 1****Poids et grandeur de l'héritage**

- 1 Les grands principes
- 2 Conséquences résultant des principes et la sûreté

SECTION 2**L'interpellation et pratiques dérivées**

- 1 Le domaine de l'interpellation
- 2 Contrôle d'identité
- 3 Transaction, risques et dommages et intérêts

SECTION 3**L'arrestation**

- 1 Le droit à l'arrestation
- 2 Arrestation et apparence d'un crime ou d'un délit
- 3 Emploi de la force
- 4 Menottage ? Prudence
- 5 Remise des malfaiteurs à la police
- 6 Les mauvais exemples
- 7 L'arrestation arbitraire
- 8 Quid de la personne recherchée ?

SECTION 4**Les palpations de sécurité, considérations générales**

- 1 Palpation, acte de sauvegarde citoyen
- 2 Palpation irrégulière et légitimation à posteriori
- 3 Pour un droit général de palpation
- 4 Une nébuleuse avancée

SECTION 5**Palpation selon les articles L 613-2 et L613-3**

- 1 Circonscription de la matière
- 2 Habilitation et agrément des agents
- 3 Palpations selon l'article L 613-3
- 4 Habilitation et agrément dans le cadre de l'article L 613-3
- 5 Palpations selon les articles L 6342-4 et L 5332-6 du code des transports.

SECTION 6**p.287 Inspection et fouille des bagages p.301**

- p.287 1 Contexte et inspection p.301
- p.288 2 Qui peut procéder à l'inspection ? p.302
- 3 Qu'est-ce qu'un bagage à main ? p.302
- 4 Quid du refus du visionnage ou de la fouille à la sortie d'un magasin ? p.303
- p.288 5 Quid du refus du visionnage ou de la fouille à l'entrée d'un lieu festif ? p.304
- p.289
- p.290

SECTION 7**Les fouilles proprement dites p.305**

- p.290 1 Fouille : perquisition ou protection ? p.305
- p.290 2 Fouille des véhicules automobiles p.305
- p.291 3 Risque pénal et fouille illicite p.306
- p.292
- p.292

SECTION 8**La légitime défense p.306**

- p.293 1 Observations préliminaires p.307
- p.294 2 Les conditions de la légitime défense p.307
- p.294

SECTION 9**Les cas assimilés à la légitime défense p.308**

- p.295 1 Philosophie du droit p.309
- p.295 2 Similitude des circonstances entre légitime défense et cas assimilés p.309
- p.296

SECTION 10**La défense des biens p.310**

- p.297 1 Les conditions de la défense des biens p.310
- p.298 2 La «gravité de l'infraction» et l'acte «strictement nécessaire» p.311
- p.299

SECTION 11**L'assistance aux personnes en danger p.312**

- p.299 1 Considérations générales sur la non-assistance p.312
- p.300 2 L'action en faveur des tiers p.313
- p.300 3 Apparence et notion de péril p.313

TITRE I**RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS****CHAPITRE 10****FORMATION FONCIÈRE****SECTION 12****L'obligation de combattre les sinistres**

- 1 La notion de danger pour la sécurité des personnes
- 2 La notion de sinistre et l'instant du danger

p.314

- p.314
- p.315

SECTION 16**Les violences volontaires****p.320**

- 1 La notion de violences p.320
- 2 Crimes, délits et contraventions p.320

SECTION 13**Protection du domicile et état de nécessité**

- 1 Les éléments caractérisant la violation de domicile
- 2 Les conditions de l'état de nécessité

p.315

- p.315
- p.316

SECTION 17**Les violences involontaires****p.321**

- 1 Les délits de violences involontaires p.322
- 2 Les contraventions de violences involontaires p.322

SECTION 14**Secret professionnel et obligation de discrétion**

- 1 Confidentialité et secret
- 2 Le secret professionnel de droit commun
- 3 Les atteintes au secret de la défense nationale
- 4 L'obligation civile du respect de la vie privée
- 5 Trop parler est préjudiciable

p.316

- p.317
- p.317
- p.317
- p.318
- p.318

SECTION 18**Les atteintes à la dignité et à la personnalité****p.323**

- 1 Les discriminations p.323
- 2 Les diffamations et injures non publiques, racistes ou discriminatoires p.324
- 3 Provocations non publiques à la discrimination, haine ou violence raciale p.324
- 4 Les injures non publiques et la diffamation p.325

SECTION 15**La mise en danger d'autrui**

- 1 Le fondement d'un délit «de comportement»
- 2 Le contenu de l'obligation particulière de sécurité ou de prudence

p.319

- p.319
- p.319

CHAPITRE 11**LE CHIEN ET SON CONDUCTEUR****SECTION 1****Le chien, encadrement législatif et réglementaire**

- 1 Dispositions générales
- 2 Le permis de détention
- 3 Encadrement spécifique
- 4 Un CQP pour une prestation de qualité
- 5 Accès particuliers aux fonctions

p.326

- p.326
- p.327
- p.327
- p.328
- p.329

SECTION 2**Chien et pratiques professionnelles****p.330**

- 1 Le chien doit être bien traité p.330
- 2 Flairfin et le public p.331
- 3 Le chien et le rondier p.332
- 4 Les faits du chien p.333
- 5 L'attaque du chien est punissable p.334
- 6 Le chien est-il encore utile ? p.336

TITRE I**RENAISSANCE, ESSOR ET AVENIR DES PROFESSIONS****CHAPITRE 12****CONSIDERATIONS PRATIQUES POUR DÉBUTANTS****SECTION 1****Savoir communiquer**

- 1 Se présenter personnellement
- 2 Présentation téléphonique
- 3 La procédure téléphonique de droit commun
- 4 L'apport du téléphone portable
- 5 La nécessité d'une bonne liaison
- 6 La procédure radio
- 7 L'urgence et la radio
- 8 L'alphabet phonique
- 9 Donner un renseignement
- 10 La tactique de déstabilisation

SECTION 2**Rendre compte, une obligation pour tous**

- 1 L'importance de cette activité
- 2 Hiérarchie des cas et routine
- 3 Informatique et modernisme pour rendre compte
- 4 La main courante
- 5 Le carnet, structure et utilité
- 6 Le rapport, l'incontournable écrit
- 7 Modèle de rapport

SECTION 3**Regard sur les techniques élémentaires de surveillance**

- 1 Connaissance du site
- 2 Observation et mémorisation des faits
- 3 Mobilisation des sens au profit de la sécurité et le geste qui trahit

SECTION 4**p.337 Les consignes p.349**

- p.337 1 Les incontournables consignes p.349
- p.338 2 Exemple de consignes p.350
- p.338 3 L'organisation déontologique des consignes p.351

p.339

p.339

p.340

p.341

p.341

p.341

p.342

p.343

p.343

p.343

p.344

p.344

p.345

p.345

p.346

p.347

p.347

p.348

p.349

SECTION 5**Postes et patrouilles p.352**

- 1 Le poste fixe et le poste filtrant p.352
- 2 Patrouille pedestre, observations préliminaires p.353
- 3 Patrouiller à plusieurs et le maillage p.353
- 4 Patrouille portée, avantages et inconvénients p.354
- 5 Patrouille deux roues p.354
- 6 Patrouille à cheval p.355

SECTION 6**Alerte et évacuation p.355**

- 1 Le sifflet, un redoutable instrument p.355
- 2 Le bon usage du sifflet, fourniture et responsabilité p.356
- 3 Evacuation d'un site, qui doit prendre l'initiative ? p.357
- 4 Appréciation du risque, devoirs et obligations de l'agent de sécurité p.357
- 5 L'effet panique p.358
- 6 Perte d'exploitation et recours p.359

TITRE II

REGARDS SUR LES METIERS

CHAPITRE 1

LES SURVEILLANCES OBLIGATOIRES

SECTION 1

Surveillance et immeubles d'habitation

- 1 Evocation des notions de surveillance et de gardiennage
- 2 Les visées du législateur
- 3 Propriétaires, exploitants et affectataires, qui est qui ?
- 4 Immeubles locatifs et pratiques de gardiennage
- 5 Une personne morale originale
- 6 Le retour des veilleurs de nuit
- 7 Dispositions pénales spécifiques

p.361

p.361

p.361

p.362

p.362

p.363

p.364

p.364

SECTION 2

Agents et lieux d'exercice

- 1 Les agents chargés de la surveillance
- 2 Armement des agents
- 3 Lieux d'exercice des personnels
- 4 Droit d'accès aux parties communes par les forces de l'ordre
- 5 Droit d'accès aux parties communes par les entreprises de sécurité privée
- 6 Vidéoprotection et immeubles d'habitation
- 7 Clés et responsabilité

p.365

p.365

p.366

p.368

p.370

p.370

p.371

p.372

SECTION 3

Surveillance des commerces de détail, grandes surfaces et centres commerciaux

- 1 Les enjeux
- 2 Les zones concernées par l'obligation de surveillance

p.373

p.373

p.373

SECTION 4

Surveillance dans certains locaux

- 1 Locaux et systèmes concernés
- 2 Les techniques et protections induites

p.374

p.374

p.375

SECTION 5

Garages et parcs de stationnement dans les villes

- 1 Des sites ciblés
- 2 Une sécurité timorée

p.375

p.375

p.376

SECTION 6

Sanctions et conséquences

- 1 Contrôle et sanctions pénales communes
- 2 Manquements et droit pénal général
- 3 Les conséquences civiles
- 4 L'exploitant peut-il réduire la portée de sa responsabilité ?

p.376

p.377

p.377

p.377

p.378

SECTION 7

Réflexions sur les textes et conséquences

- 1 L'avènement d'une sécurité minimale est-elle source d'économie ?
- 2 Les règles instituées évolueront-elles ?

p.379

p.379

p.380

TITRE II

REGARDS SUR LES METIERS

CHAPITRE 2

LES TRANSPORTS DE FONDS

SECTION 1

Regard sur une évolution tourmentée

- 1 Un dur métier à l'épreuve du temps p.381
- 2 Evolution législative et réglementaire des métiers p.382
- 3 Les audaces expansionnistes de la profession p.382

SECTION 2

L'environnement des métiers : les commissions

- 1 La commission nationale consultative p.384
- 2 La commission départementale p.386
- 3 La commission nationale technique p.387

SECTION 3

Sécurisation des locaux et dessertes

- 1 Urgence et difficile passage aux actes p.388
- 2 Une loi interprétative p.388
- 3 Les zones sécurisées p.389
- 4 Accès aux zones p.390
- 5 Equipement des locaux des entreprises p.391
- 6 Sas et trappons p.391
- 7 Dispositions sécuritaires de substitution p.391
- 8 Dispositions sécuritaires propres aux cheminements, zones et lieux sécurisés p.392
- 9 Sécurisation des distributeurs de billets p.392
- 10 Fonds et magasins p.393

SECTION 4

Neutralisation des fonds

- 1 Neutralisation des fonds transportés p.394
- 2 Neutralisation des fonds déposés dans les automates p.397

SECTION 5

Véhicules et sécurisation

- 1 Le choix du moyen de transport p.398
- 2 Equipement des véhicules blindés p.399
- 3 Garage et cession des véhicules p.401

- 4 Véhicules banalisés p.401
- 5 Considérations sur les équipements communs d'alerte p.402
- 6 Sanctions et sécurité p.403

SECTION 6

Armement et transport de fonds

- 1 Textes et poupées russes p.404
- 2 Transport de fonds sans arme p.406
- 3 Autorisation de port d'arme p.406
- 4 Dessaisissement des armes p.408
- 5 Le fichier des interdits p.409

SECTION 7

Armes et conduite à tenir

- 1 Armes et missions p.410
- 2 Perte des armes p.410
- 3 Conséquences des pertes des armes p.411
- 4 Conservation des armes p.412
- 5 Contrôle des mouvements p.412
- 6 Sanctions p.413

SECTION 8

Du métier au quotidien

- 1 Qualification professionnelle p.414
- 2 Les arrêtés portant agrément des certifications de qualification p.414
- 3 Port ou non d'une tenue. p.414
- 4 Les chiens sont-ils admis dans le transport de fonds ? p.415
- 5 Equipages des véhicules p.415
- 6 Port du gilet pare-balles et masque à gaz p.416
- 7 Circulation des véhicules p.417
- 8 Stationnement des véhicules p.417
- 9 Allers-retours et temps d'arrêt p.418
- 10 Retrait d'une activité p.419

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 3

LA VIDÉO-PROTECTION

SECTION 1

Considération sur un système envahissant

- 1 Soumission de la vidéoprotection aux règles de la sécurité privée p.420
- 2 Les domaines non ouverts à la sécurité privée p.421
- 3 Une spectaculaire montée en puissance p.421
- 4 Regard comparatif sur les yeux électroniques p.422
- 5 Avantages et limites de la vidéoprotection p.423

SECTION 2

Un droit spécifique évolutif

- 1 Evolutions législatives et des mentalités p.424
- 2 Réforme de vocabulaire et titres de noblesse p.426

SECTION 3

Vidéoprotection, atteinte ou protection des libertés ?

- 1 Liberté individuelle et pragmatisme p.426
- 2 Le protecteur principe de proportionnalité est-il toujours d'actualité ? p.427
- 3 Droit d'inquisition sur la voie publique p.427
- 4 Surveillance de la voie publique, le rappel à l'ordre p.428
- 5 Voies publiques et autorités publiques p.429
- 6 L'hypocrisie des textes p.429
- 7 Protection générale de la vie privée p.430
- 8 Sanctions pénales protectrices p.431

SECTION 4

La veille des organismes

- 1 La commission nationale de vidéoprotection p.431
- 2 Composition et fonctionnement de la commission nationale p.432
- 3 Attributions de la commission nationale p.433
- 4 La commission départementale de vidéoprotection p.433
- 5 Attributions de la commission départementale p.434
- 6 Partage des prérogatives des commissions avec la CNIL p.434
- 7 Procédure organisant les contrôles p.436

SECTION 5

La demande

- 1 La constitution du dossier p.437
- 2 Les demandes particulières p.438
- 3 Obligations municipales spécifiques p.439
- 4 Instruction de la demande p.440

SECTION 6

L'autorisation

- 1 Qui délivre l'autorisation d'installation ? p.448
- 2 L'arrêt d'exploitation des systèmes p.449
- 3 Le retrait de l'autorisation p.450
- 4 Publicité de l'autorisation p.451

SECTION 7

Administration du système

- 1 Qualités pour exploiter p.451
- 2 Le registre p.452
- 3 Publicité de l'installation p.452
- 4 Conservation des images p.453
- 5 Droit d'accès aux images et limitations p.453
- 6 Recours et droit d'accès p.455
- 7 Exploitation des images p.455
- 8 Habilitation des personnels p.456
- 9 Protection accentuée p.456

SECTION 8

Vidéoprotection et maintien de l'ordre général

- 1 Dispositions particulières et terrorisme p.457
- 2 Sites et installations sensibles p.458
- 3 Manifestations sur la voie publique p.459

SECTION 9

VSurveillance des lieux du travail

- 1 Domaine encadré p.460
- 2 Preuves et images issues de dispositifs réguliers p.461
- 3 Preuves et images issues de dispositifs irréguliers p.462

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 4

LES SURVEILLANCES ÉLECTRONIQUES

SECTION 1

La surveillance à distance	p. 463
1 Essor et obstacles au développement	p.463
2 L'oubli de la matière	p.464
3 Avènement d'une réglementation renouvelée	p.465
4 Procédure spécifique d'appel aux services de l'Etat	p.466
5 Confidentialité du numéro téléphonique	p.466
6 La levée du doute	p.467
7 L'intervention sur la levée du doute	p.468
8 La sanction administrative financière	p.468
9 Appels téléphoniques et sanctions pénales	p.469
10 Les prétextes doivent être sérieux	p.469

SECTION 2

La technologie sécuritaire, œil artificiel de l'homme	p. 470
1 Collaboration de la machine et de l'agent	p.470
2 Biométrie	p.470
3 Badges	p.471
4 Géolocalisation	p.471
5 Les drones	p.472

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 5

SÉCURITÉ ÉVÉNEMENTIELLE ET SPÉCIFIQUE

SECTION 1

MATURATION DES SÉCURITÉS OCCASIONNELLES **p. 473**

- 1 Une sécurité éphémère citoyenne p.473
- 2 La lente montée de la sécurité occasionnelle p.474
- 3 Réaction du législateur p.474
- 4 Déclaration des manifestations
et regard des autorités p.475

SECTION 2

SÉCURITÉ PRIVÉE ET ÉVÉNEMENTS **p 476**

- 1 La surface variable du cercle p.476
- 2 Le difficile passage aux actes p.477

SECTION 3

L'ère des stadiers **p 478**

- 1 Le fait déclencheur p.478
- 2 Recrutement et confinement p.478
- 3 Formation à la sûreté
des espaces verts ouverts au public p.479
- 4 Formation des stadiers p.479
- 5 Prérogatives sécuritaires
ou maintien de l'ordre larvé ? p.480
- 6 L'agrément p.480

SECTION 4

Spécificités et activités de sécurité **p 481**

- 1 Les domaines d'exercice : les sites sensibles p.481
- 2 Sécurité privée et noctambulisme p.482

SECTION 5

La sécurité incendie **p 483**

- 1 Atermoiements et faux prétextes p.483
- 2 L'arbitrage normand p.484
- 3 Tenu et carte professionnelle
ou le rendez-vous avec Kafka p.484
- 4 Plaidoyer pour la raison p.485

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 6

PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES

SECTION 1

La spécificité du métier **p 486**

- 1 La protection exclusive des personnes :
une charge d'Etat p.486
- 2 Les entreprises ne doivent pas
se tromper d'objectif p.487

SECTION 2

Interdictions et exceptions spécifiques **p 488**

- 1 L'impossible cumul d'activités et d'être armé p.488
- 2 Non port d'une tenue
et qualifications professionnelles p.488

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 7

LES AGENCES DE RECHERCHES PRIVÉES

SECTION 1

Méfiance et doutes	p 490
1 Le poids économique	p.490
2 Une historique méfiance	p.490
3 La réintégration	p.491
4 La recherche identitaire	p.492

SECTION 2

Création d'agences	p 493
1 Droit de créer une agence	p.493
2 Règles européennes et équivalences	p.494
3 Publicité des activités	p.494
4 Les restrictions d'exercice	p.494
5 Les interdictions d'exercice	p.495

SECTION 3

Les certifications	p 496
1 Dispositions générales	p.496
2 Dispositions spécifiques aux exploitants individuels, dirigeants et gérants	p.498
3 Dispositions spécifiques aux employés	p.499

SECTION 4

Accès à la formation et carte professionnelle	p 499
1 Autorisation préalable d'accès à la formation professionnelle et autorisation provisoire d'exercice	p.500
2 Cartes professionnelles	p.500

SECTION 5

Autorisation et agréments	p 502
1 L'autorisation	p.502
2 Retrait et suspension de l'autorisation	p.503
3 L'agrément individuel	p.504

SECTION 6

Contrôles et sanctions	p 505
1 Contrôles par les institutions	p.505
2 Les sanctions disciplinaires	p.506
3 Les sanctions pénales	p.506
4 Les sanctions complémentaires	p.507

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 8

SÉCURITÉ PRIVÉE DANS LES AÉRODROMES

SECTION 1

Généralités sur une sûreté spécifique

1 Considérations préliminaires.	p.508
2 Soumission à la défunte loi du 12 juillet 1983 désormais codifiée	p.509
3 Retour de la primauté de l'uniforme sur la tenue ?	p.510
4 Une législation générale évolutive et une réglementation changeante.	p.511
5 Cadre général organisant la matière	p.512
6 Le pouvoir de police spéciale du préfet	p.513
7 Les commissions de sûreté, composition et attributions	p.514

SECTION 2

Sésames et sûreté

1 Qui est concerné par la sûreté ?	p.515
2 Accès aux zones	p.516
3 Autorisation administrative individuelle	p.518
4 Agréments de sûreté.	p.518
5 La "police" de la sûreté	p.519

SECTION 3

L'activité de sûreté

1 Fouille, visite des personnes et des bagages	p.520
2 La machine à fouiller ou à palper	p.521
3 Visualisation et fouille, confusion et restrictions	p.522
4 Consentement direct, indirect et refus de fouille	p.522
5 Agréments et constitution du dossier	p.523

SECTION 4

Formation spécifique

1 Fondement de la formation	p.525
2 Vérification de la moralité des candidats à la formation	p.525
3 Approbation et désapprobation du contenu de la formation	p.526
4 Certification des compétences et contrôles	p.526
5 Concours à la certification et retrait de l'agrément	p.527
6 Formation des formateurs	p.527
5 Evaluation des compétences	p.528

SECTION 5

Sanctions et constatation

1 Les sanctions relatives à la sécurité	p.528
2 Les sanctions relatives à la sûreté	p.529
3 Constatation des infractions	p.530
4 Considérations sur les sanctions	p.531

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 9

SÉCURITÉ PRIVÉE DANS LES PORTS

SECTION 1

Les organes de la sûreté

1 Considérations préliminaires	p.532
2 Les entreprises de sécurité privée relèvent-elles du code de la sécurité intérieure ?	p.532
3 Le groupe interministériel de sûreté, composition et missions.	p.533
4 Les comités locaux de sûreté portuaire, composition et fonctions	p.534
5 L'agent de sûreté	p.534

SECTION 2

Le plan de sûreté

1 Les principes conduisant à l'élaboration du plan de sûreté	p.535
2 La phase préalable d'évaluation et établissement du plan	p.536
3 Le plan de sûreté est évolutif	p.537
4 Evaluation de la sûreté où "police" de la sûreté ?	p.537
5 Délégation du contrôle de la sûreté et agréments	p.538
6 Habilitation des organismes de sûreté	p.538

SECTION 3

Les zones d'accès restreint

1 Les principes	p.540
2 Accès aux zones	p.540
3 Introduction d'objets dans les zones d'accès restreint	p.541
4 Agrément et habilitation des personnels admis dans les ports	p.541
5 Constitution des dossiers d'agrément	p.541
6 La délivrance des titres d'accès	p.542

SECTION 4

Organisation et sanctions

1 Sanctions administratives	p.543
2 Constatation des "infractions administratives"	p.543
3 Accès aux zones et sanctions pénales	p.544

SECTION 5

L'activité au quotidien

1 Visite des bagages et palpations des personnes	p.544
2 Equipements et systèmes de sûreté	p.545
3 Agréments et habilitation des personnels chargés des visites de sûreté	p.545
4 Identification des agents chargés des visites de sûreté	p.546
5 Formation et évaluation	p.546
6 Déontologie professionnelle	p.546

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 10

SÉCURITÉ PRIVÉE ET PROTECTION DES NAVIRES

SECTION 1

Piraterie et riposte législative

- 1 Les domaines de la piraterie
- 2 Une loi originale pour des activités voyageuses
- 3 Méfiance, prudence et glissement

SECTION 2

Les sésames pour exercer

- 1 Considérations générales
- 2 Autorisation "de plein exercice"
- 3 Autorisation d'exercice provisoire
- 4 Certification des entreprises de protection
- 5 Carte professionnelle provisoire et définitive

SECTION 3

Une formation spécifique

- 1 Autorisation préalable
- 2 Formation commune
- 3 Formation des agents
- 4 Référentiel et professionnalisme

SECTION 4

Les agents

- 1 Tenue et protection
- 2 Les agents susceptibles d'être à bord
- 3 Le chef des agents

SECTION 5

Discipline des entreprises et des agents

- 1 Resserrement du CNAPS p.559
- 2 Registres du chef d'entreprise et du chef des agents p.560
- 3 Capitaine et livre de bord p.561
- 4 Les contrôles des entreprises p.562
- 5 Les sanctions spécifiques p.563
- 6 Constatation des infractions pénales propres à l'exercice de la profession p.564

SECTION 6

La domination des marins

- 1 Rôle et prérogatives de l'armateur p.565
- 2 L'autorité du capitaine p.566
- 3 Protection du capitaine p.569

SECTION 7

Armes et navigation

- p 548
- 1 L'autorisation d'acquisition p.548
- 2 Regards et contrôles sur les armes p.549
- 3 Transport des armes rejoignant le navire p.551
- 4 Conservation des armes p.571
- 5 La quantité d'armes embarquées p.571

SECTION 8

L'emploi de la force

- p 551
- 1 Organisation de la protection du navire p.552
- 2 Les navires non éligibles à la protection et dérogations p.552
- 3 Intervention des agents au-delà des zones p.553
- 4 Conditions générales de l'usage de la force au sens du code des transports p.554
- 5 L'arraisonnement p.576
- 6 Arrestation et consignation p.576
- 7 Rapport du chef des agents et événements de mer p.577

p 558

- p.558
- p.558
- p.559

p 559

- p.559

p 565

- p.565
- p.566
- p.569

TITRE II

REGARD SUR LES METIERS

CHAPITRE 11

SÉCURITÉ PRIVÉE ET TRANSPORTS PUBLICS

SECTION 1

Une évolution positive

dans un contexte particulier.

- 1 Prise en compte d'un besoin de sécurité
- 2 Une mobilisation "tout azimut"

p 580
p.580
p.581

SECTION 2

Police et services internes

- 1 Actions de la police institutionnelle
- 2 Organisation de la sécurité des transports en Ile-de-France
- 3 Spécificité des services internes de la RATP et de la SNCF
- 4 Une existence reconnue et protégée.

p 582
p.582

p.582
p.583

SECTION 3

Recrutement et cadre d'action

- 1 Recrutement des agents des services internes
- 2 Missions générales des services internes
- 3 Un cadre géographique de compétences circonscrit
- 4 Agents et pouvoirs de police
- 5 Voie publique et cadre d'action

p 584
p.584
p.585
p.585
p.586
p.587

SECTION 4

Autonomie relative et soumission au code de la sécurité intérieure

- 1 Une autonomie relative
- 2 Une autonomie ambiguë
- 3 La soumission aux prescriptions de la loi du 12 juillet 1983 codifiée
- 4 Soumission d'emprunt à la loi du 12 juillet 1983 codifiée concernant la tenue
- 5 Soumission d'emprunt relatif au non-port de la tenue
- 6 Carte professionnelle, soumission ou insoumission?
- 7 Soumission particulière à la loi du 21 janvier 1995 codifiée
- 8 Ces services internes doivent-ils relever du CNAPS ?
- 9 Dispositions particulières et sanctions.

p 588
p.588
p.588
p.589
p.590
p.590
p.591
p.592
p.592
p.593

SECTION 5

Armement des services

- 1 Armement des agents
- 2 Formation à l'usage des armes
- 3 Port d'arme et détention
- 4 Conservation et transport des armes
- 5 Tenue et armes
- 6 Armes et voie publique

p 593
p.593
p.594
p.594
p.595
p.596
p.596

CONCLUSION	p. 597
TABLE DES BASES (RENOI AUX TEXTES DE LOI CITÉS)	p. 599
TABLE DES LIEUX	p. 610
TABLE DES PERSONNES	p. 611
TABLE DES SIGLES	p. 612
TABLE ALPHABÉTIQUE THÉMATIQUE	p. 613